

Robert MORILLON

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 5 MARS 1967

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

4me Circonscription



Maurice MESTRE

ELECTRICES, ELECTEURS !

... Dès 1958, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS vous a appelé à vous unir pour défendre vos intérêts et ceux du Pays, contre les féodalités économiques et financières incarnées par le pouvoir personnel.

... En 1967, nous accusons et mettons en cause, sans réserve, l'ensemble de la politique du pouvoir gaulliste.

Voici le véritable bilan des Députés U.N.R. - Ve République

Vous les jugerez NON SUR CE QU'ILS DISENT,

MAIS SUR CE QU'ILS FONT

Ils ont voté :

LE 26 DÉCEMBRE 1964 - Le 5e Plan qui prévoit pour 1970, 610.000 chômeurs. Les salaires sont bloqués quand la production et la productivité ont doublé.
La semaine de travail est la plus longue d'Europe. Le nombre des petits établissements commerciaux diminuera globalement de près de 50.000.
Les communes seront asphyxiées et écrasées financièrement.

Le 27 MAI 1966 - NON aux revendications sociales, sur l'avancement de l'âge de la retraite et les majorations de pensions vieillesse.

Le 21 OCTOBRE 1966 - NON à l'augmentation des salaires et à la suppression des abattements de zones.

Le 10 NOVEMBRE 1966 - NON à la revalorisation des pensions de Veuves, d'ascendants et orphelins de guerre, et des retraites de Combattants.

Ils ont voté :

Le 5 AOUT 1960 - La loi d'orientation agricole qui vise à la liquidation annuelle de 52.000 exploitations.

Le 4 NOVEMBRE 1966 - Le budget, gravement insuffisant par rapport aux besoins et nécessités de la vie moderne, de l'Education Nationale, mais donne 100 milliards d'anciens francs à l'Ecole privée.

Le 11 DÉCEMBRE 1966 - Le budget 1767 : 10 % de plus pour les impôts sur la consommation et les revenus, quand l'impôt sur la fortune ne représente que 4,40 % des recettes fiscales. Pour 1968, ils prévoient la suppression des augmentations de patentes pour les établissements à succursales multiples.

Le 26 OCTOBRE 1966 - 2350 milliards d'anciens francs pour le budget militaire, soit 25 % du budget général, soit une escalade de 61,7 % par rapport à 1958.
L'allocation-vieillesse est de 17.500 AF. par mois !

Les Députés, aujourd'hui " CENTRE DÉMOCRATE " en approuvant ou en s'abstenant sur ces votes, portent la même responsabilité.

VOICI CE QUE VEULENT LES COMMUNISTES

NOS PROPOSITIONS . . .	NOS MOYENS . . .
— Abroger les dispositions constitutionnelles sur lesquelles repose le pouvoir personnel.	— *Une Assemblée Nationale élue au suffrage universel.*
— L'épanouissement de la Démocratie et la stabilité gouvernementale.	— *Un gouvernement responsable appliquant le programme voulu par le Peuple, et soutenu par lui.*
— Exiger la mise en œuvre d'un plan économique et de progrès social, où les progrès techniques et scientifiques qui permettraient de produire toujours plus, se traduiraient par l'expansion et le relèvement du niveau de vie de la population.	— *Mettre fin à la domination des féodalités économiques et financières qui accaparent les richesses. La nationalisation des secteurs-clés de l'économie nationale contrôlés par le grand capital.*
— Rétablir la justice fiscale.	— *Frapper les grosses sociétés.*
— Réduire les dépenses militaires.	— *Suppression de la ruineuse force de frappe.*
— Priorité des priorités à l'EDUCATION NATIONALE, Démocratisation de l'accès à l'Enseignement.	— *Attribution du quart du budget de l'Etat à l'EDUCATION NATIONALE.*
— Développer une agriculture moderne, et assurer la défense des exploitations familiales.	— *Diminuer les prix des produits industriels. Relever le pouvoir d'achat des masses populaires. Soutien à la coopération.*
— Défendre le petit commerce et l'artisanat.	— *Abroger la loi portant extension de la T.V.A.*

Pour l'Avènement d'une Démocratie Véritable,
le Triomphe d'une Politique de Progrès Social,
d'Indépendance Nationale et de Paix,

POUR L'UNION DES FORCES OUVRIÈRES ET DÉMOCRATIQUES

VOTEZ

CANDIDAT ET SUPPLÉANT DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Robert MORILLON
MAURICE MESTRE

[illegible]

LE CANDIDAT,